

L'hon. Jean-Luc Pepin (ministre de l'Industrie et du Commerce): Je ne peux que me référer au texte du communiqué:

On prévoit qu'en 1971, la capacité des oléoducs devra être employée à plein; l'unanimité s'est donc faite en faveur des dispositions à prendre rapidement pour permettre aux excédents canadiens de pétrole brut et de dérivés du pétrole d'avoir libre accès au marché des États-Unis, une fois satisfaits les besoins du commerce et de la sécurité du Canada.

Cela éclairera les honorables députés.

L'hon. M. Harkness: Le ministre consent-il maintenant à répondre à ma question? Est-on intervenu—ou interviendra-t-on—pour s'assurer que les pipe-lines sont utilisés à leur pleine capacité, plutôt que de se contenter de 55,000 barils?

M. Pepin: Il s'agit d'une déclaration conjointe du Canada et des États-Unis. Nous n'avons pas fait pression sur les représentants des États-Unis pour signer ce document.

M. Eldon M. Woolliams (Calgary-Nord): J'ai été impressionné par le communiqué, mais je le serais encore davantage par une réponse à la présente question. S'est-on engagé en 1971 à respecter le libre-échange et à abolir le protectionnisme entre le Canada et les États-Unis, afin de permettre le mouvement du mazout et du pétrole?

L'hon. M. Pepin: Encore une fois je ne peux que me reporter au texte:

...l'unanimité s'est donc faite en faveur de dispositions à prendre rapidement pour permettre... (1e) libre accès...

M. l'Orateur: A l'ordre. La parole est au député de Saskatoon-Biggar pour une dernière question supplémentaire.

* * *

LE COMMERCE

MESURES EN VUE DE LIMITER LES IMPORTATIONS DE BŒUF DE L'AUSTRALIE ET DE LA NOUVELLE-ZÉLANDE

M. A. P. Gleave (Saskatoon-Biggar): Étant donné que la National Cattlemen's Association des États-Unis a demandé au gouvernement américain de ne pas laisser les importations de viande du Canada dépasser le niveau de 1970, le ministre peut-il assurer à la Chambre que des mesures seront prises pour limiter la quantité de bœuf importé au Canada de l'Australie et de la Nouvelle-Zélande à des niveaux qui ne présenteront pas une menace pour notre propre marché du bœuf?

M. l'Orateur: Ce n'est pas une question supplémentaire, mais vu qu'elle a été posée, le ministre est libre d'y répondre.

L'hon. H. A. Olson (ministre de l'Agriculture): Elle se rapporte à une question que nous avons négociée avec l'Australie et la Nouvelle-Zélande à la mi-été alors qu'elle constituait un sérieux problème. Nous espérons que la sorte de négociations qui a abouti à la solution de cette difficulté sera entreprise à l'avenir.

[L'hon. M. Harkness.]

LES FINANCES

OCTROIS ET PRÊTS AUX PROVINCES FONDÉS SUR LE TAUX DE CHÔMAGE

M. T. C. Douglas (Nanaimo-Cowichan-Les Îles): Puis-je poser une question au ministre des Finances relativement à une déclaration du premier ministre Bourassa datant de quelque temps et à celle faite vendredi soir à la télévision par le premier ministre. Le gouvernement a-t-il l'intention de créer un fonds où les provinces pourront se procurer les subventions et les prêts indexés sur leur taux de chômage?

L'hon. E. J. Benson (ministre des Finances): Le premier ministre du Québec en a fait la suggestion à la dernière conférence fédérale-provinciale et, à la conférence des ministres des finances, la question a été confiée pour étude à un comité.

M. Douglas (Nanaimo-Cowichan-Les Îles): Puis-je demander au ministre si les provinces ont été consultées à ce sujet? La plupart ou la totalité d'entre elles en ont-elles accepté l'idée et le gouvernement fédéral a-t-il déjà pris une décision quant à la création de ce fonds?

L'hon. M. Benson: D'abord, des consultations ont eu lieu avec les provinces concernant la suggestion du premier ministre Bourassa. Deuxièmement, la question n'a pas encore été tranchée, mais le comité que j'ai mentionné présentera peut-être un rapport aux ministres des Finances la semaine prochaine ou plus tard.

M. Douglas (Nanaimo-Cowichan-Les Îles): Le ministre des Finances se propose-t-il d'annoncer la création d'un fonds de ce genre lors de la présentation de son budget à la Chambre jeudi prochain?

L'hon. M. Benson: Je le répète, la suggestion, ou proposition, de M. Bourassa concernant la création d'un fonds est à l'étude. Quant à toute déclaration que je pourrais faire au sujet d'une mesure qui se rapproche de près ou de loin de cette proposition, le député devra attendre à jeudi soir.

* * *

LE BUDGET

L'ABOLITION DE LA TAXE DE VENTE SUR LES MATÉRIAUX DE CONSTRUCTION

[Français]

M. Romuald Rodrigue (Beauce): Monsieur l'Orateur, je désire poser une question à l'honorable ministre des Finances.

Hier, l'Association canadienne de la construction a présenté un mémoire au gouvernement fédéral, demandant l'abolition de la taxe de vente sur les matériaux de construction et sur l'outillage de lutte contre la pollution. Ma question est la suivante: Le ministre peut-il dire à la Chambre s'il a l'intention de présenter une loi visant à abolir la taxe fédérale sur les matériaux de construction?

[Traduction]

L'hon. E. J. Benson (ministre des Finances): Encore une fois, il s'agit d'une question budgétaire qui sera traitée dans le budget s'il en est ainsi décidé.